

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Wahlen in kantonale Parlamente
Akteure	Schwyz
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2023

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Buchwalder, Mathias
Bühlmann, Marc
Gilg, Peter
Hohl, Sabine
Holenstein, Katrin
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Schmid, Catalina
Süri, Daniel

Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Gilg, Peter; Hohl, Sabine; Holenstein, Katrin; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schmid, Catalina; Süri, Daniel 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen in kantonale Parlamente, Schwyz, 1976 – 2022*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Institutionen und Volksrechte	1
Volksrechte	1
Föderativer Aufbau	1
Beziehungen zwischen Bund und Kantonen	1
Wahlen	2
Wahlen in kantonale Parlamente	4

Abkürzungsverzeichnis

SPK-NR	Staatspolitische Kommission des Nationalrats
ZGB	Zivilgesetzbuch
BV	Bundesverfassung
gfs.bern	Forschungsinstitut gfs.bern

CIP-CN	Commission des institutions politiques du Conseil national
CC	Code civil
Cst	Constitution fédérale
gfs.bern	Institut de recherche gfs.bern

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Institutionen und Volksrechte

Volksrechte

VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 18.03.2020
MARC BÜHLMANN

Eigentlich hätte die Stimmbevölkerung am 17. Mai 2020 über drei Vorlagen abstimmen sollen. Allerdings beschloss der Bundesrat am 18. März angesichts der Covid-Pandemie, die **Abstimmungen über die Begrenzungsinitiative, das Jagdgesetz und die Erhöhung der Kinderabzüge zu verschieben**. In ihrer Medienmitteilung begründete die Regierung ihren Entscheid mit der erschwerten Meinungsbildung und der nicht sicher zu gewährleistenden Abstimmungsorganisation. Aufgrund des Versammlungsverbots könnten ferner auch keine Informations- und Publikumsveranstaltungen stattfinden. Neben der Absage der Urnengänge empfahl der Bundesrat den Kantonen, Gemeindeversammlungen zu verbieten. Zudem kündigte er eine Verordnung für einen Fristenstillstand an.

In den Medien wurde der Entscheid mehrheitlich begrüsst. Auch die SVP, die mit der Kampagne für ihre Begrenzungsinitiative bereits begonnen hatte, stand hinter dem Entscheid des Bundesrats. Die Menschen hätten jetzt andere Probleme, gab Thomas Aeschi (svp, ZG) der Aargauer Zeitung zu Protokoll. Für den Entscheid habe man Verständnis, gab Eric Nussbaumer (sp, BL) die Befindlichkeiten in der SP zum Ausdruck, es sei allerdings demokratiepolitisch heikel, wenn neben dem Parlament nun auch die Stimmbevölkerung keine politischen Rechte mehr ausübe. Man hätte sich auch angesichts der schleppenden Verhandlungen mit der EU eine raschere Klärung bei der Begrenzungsinitiative gewünscht, präzisierte Christian Levrat (sp, FR) in Le Temps.

In den Medien wurden zudem vergleichbare Situationen gesucht. Selbst während der beiden Weltkriege und der spanischen Grippe 1918 sei es nicht zu Verschiebungen von Urnengängen gekommen, wohl aber 1951, als es die Maul- und Klauenseuche an vielen Orten verunmöglicht habe, den Urnengang durchzuführen.

Verschiedene Kantone gingen derweil unterschiedlich mit der Corona-Situation um. Im Kanton Schwyz wurden kantonale und im Kanton Luzern Ende März noch lokale Wahlen durchgeführt. Rund 90 Prozent der Bevölkerung würde sowieso brieflich abstimmen; einzig die Auszählung würde wohl länger dauern – so die Behörden. Eine Verschiebung sei angesichts der weit fortgeschrittenen Meinungsbildung aber nicht angebracht. Im Kanton Tessin hingegen, der stark unter der Pandemie litt, wurden die kommunalen Wahlen von Anfang April verschoben. Die zweiten Wahlgänge der lokalen Wahlen in Genf wiederum fanden statt – allerdings ohne Urne. Wer nicht brieflich stimmen konnte, durfte seinen Wahlzettel Dorfpolizisten übergeben, die diese auf Anfrage abholten.

Ende April entschied der Bundesrat dann, die drei Vorlagen auf den Abstimmungstermin vom 27. September 2020 zu verlegen, an dem auch über die Beschaffung der neuen Kampfjets und über den Vaterschaftsurlaub abgestimmt werden sollte. Die Medien sprachen in der Folge aufgrund der fünf nationalen Abstimmungen von einem «Supersonntag».¹

Föderativer Aufbau

Beziehungen zwischen Bund und Kantonen

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 01.02.2019
DIANE PORCELLANA

La CIP-CN propose, comme le Conseil fédéral, d'adopter le projet d'arrêté fédéral accordant la **garantie fédérale aux constitutions révisées des cantons de Schwyz, de Zoug, de Fribourg, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et d'Appenzell Rhodes-Intérieures**. Pour les cantons de Schwyz et de Fribourg, la modification apportée vise à davantage de transparence du financement de la vie politique. Le canton de Zoug précise le droit de vote suite à la révision des dispositions du Code civil (CC) relatives à la protection de l'adulte, au droit des personnes et au droit de la filiation. Le canton de Bâle-Ville souhaite l'abandon du quorum lors d'élections au Grand Conseil. Dans sa nouvelle constitution, il inscrit le droit au logement sous le titre «Garantie des droits fondamentaux» et instaure des mesures de protection du logement. Pour Bâle-Campagne, les membres du Conseil d'Etat ne pourront plus faire partie de l'Assemblée fédérale. Enfin, une nouvelle date pour le dépôt des initiatives est fixée dans la constitution d'Appenzell Rhodes-Intérieures.²

Le Conseil des Etats et le Conseil national ont adopté le projet d'arrêté fédéral accordant la **garantie fédérale aux constitutions révisées** des cantons de Schwyz, de Zoug, de Fribourg, de Bâle-Ville, de Bâle-Campagne et d'Appenzel Rhodes-Intérieures.³

Wahlen

Wahlen

A Schwyz et Uri, le PDC détient traditionnellement la majorité absolue parmi les autorités cantonales. Des sept conseillers d'Etat schwyzois, trois ne se représentaient plus, mais les trois grands partis tombèrent d'accord, comme d'habitude, pour présenter une liste commune ne modifiant pas la répartition des sièges. Cette manière de procéder amena un groupe d'opposants à lancer une initiative pour l'introduction de la proportionnelle dans l'élection du gouvernement. En revanche, une liste «sauvage» comprenant des noms connus, mais dont ceux qui les portaient se distancèrent de cette «candidature», n'a pas obtenu de succès. Les élections parlementaires ont légèrement renforcé le parti dominant, tandis que, cette fois, le PS a surtout reculé.

Les sept membres de l'exécutif uranais se représentaient tous sur une liste commune, qui l'emporta faute de concurrence. L'élection du législatif n'a donné lieu qu'à des changements mineurs en ce qui concerne les partis politiques.⁴

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la

Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.⁵

WAHLEN
DATUM: 31.12.2022
MATHIAS BUCHWALDER

En 2022, la population de sept cantons (BE, GL, GR, NW, OW, VD, ZG) s'est rendue aux urnes pour renouveler ses autorités législatives. En 2020 et 2021, les partis écologistes, sur la lancée des élections fédérales de 2019, étaient en constante progression. Si les Vert-e-s ont commencé à s'essouffler légèrement en 2022, le **Parti vert'libéral** a lui encore surfé sur la vague écologiste. Si l'on met de côté le canton des Grisons, qui a connu un changement de système électoral, 21 sièges supplémentaires sont tombés dans l'escarcelle des vert'libéraux (de 29 à 50 au total des six cantons restants). Ils sont ainsi entrés pour la première fois au législatif à Nidwald et Obwald, et ont progressé dans les autres cantons, à l'exception de Glaris, où ils ont perdu un strapontin. Le **Parti des vert-e-s** a lui récolté 9 sièges supplémentaires, grâce à de bons scores à Berne (+5 sièges) et Vaud (+4 sièges). Cependant, la gauche n'en est pas ressortie renforcée, car **les socialistes** ont perdu 15 sièges, avec des scores en recul dans chaque canton. **L'UDC** et le **PLR** sont restés plus ou moins stables (-3 sièges pour l'UDC et +2 pour le PLR). L'UDC demeure le parti le plus fort à Berne et Glaris, le PLR à Nidwald et dans le canton de Vaud. À Zoug et Obwald, le parti détenant le plus de sièges est **le Centre**, qui concourrait pour la première fois sous sa nouvelle bannière dans ces cantons. Issu de la fusion du PDC et du PBD, le parti a certes perdu 5 sièges par rapport au total cumulé de ses deux prédécesseurs, mais le tableau est nuancé selon les cantons. Les forces centristes ont progressé à Obwald, et ont légèrement cédé du terrain sinon, n'ayant désormais plus de représentant.e.s au Grand Conseil vaudois notamment. Au vu de ces résultats, la fusion ne semble pas encore avoir porté ses fruits.

Reste donc le cas des **Grisons**, où de nouveaux équilibres ont émergé en raison du nouveau système de vote. En effet, un système biproportionnel (double Pukelsheim) a été instauré en lieu et place du système majoritaire, jugé partiellement anticonstitutionnel par le Tribunal fédéral. Ce nouveau système était favorable aux partis plus petits. Sans surprise, les deux fractions les plus fortes au Grand Conseil, à savoir le Centre et le PLR, ont perdu respectivement 19 et 9 sièges, alors que l'UDC et le PS en ont gagné 16 et 7. Ce changement a également profité aux Vert'libéraux (+4 sièges) et aux Vert-e-s (+2 sièges).

Parmi les cantons élisant leurs autorités en 2022, celui qui s'est le plus rapproché de la **parité femme-homme** est le canton de Berne, avec 39.4 pour cent d'élues (35.6% lors de l'élection précédente). La part des femmes a également augmenté dans les cantons de Nidwald (de 21.7% à 26.7%), de Glaris (de 21.7% à 25%), de Zoug (de 28.8% à 30.0%), des Grisons (de 21.7% à 33.3%) et de Vaud (de 32.0% à 36.0%). En revanche, moins de 20 pour cent des députées sont des femmes à Obwald (de 25.5% à 18.2%), où la Nidwaldner Zeitung a parlé de «véritable débâcle» pour qualifier ce résultat.

Les Nidwaldien.ne.s ont été les champion.ne.s de la **participation**, avec 47.9 pour cent des ayants droit s'étant rendu.e.s aux urnes. Suivent Obwald (44.2%), Zoug (44.0%) et les Grisons (38.4%). La participation a navigué autour de 34 pour cent dans les cantons de Glaris (34.8%) et Vaud (34.3%), alors que moins d'un.e électeur.trice sur trois a voté dans le canton de Berne (31.9%). Dans certains cantons (Berne, Glaris, Zoug, Grisons), la participation a augmenté par rapport aux élections précédentes.

Au niveau des **exécutifs**, la stabilité a été de mise dans la plupart des cantons se rendant aux urnes. La répartition des sièges entre les partis n'a, en effet, pas changé à Berne (deux UDC, deux PS, une verte, un PLR, une centriste), à Zoug (trois centristes, deux UDC, deux PLR), à Glaris, où tous les sortant.e.s ont été réélu.e.s (deux PLR, un centriste, une UDC, un PS) et aux Grisons (trois centristes, un PLR, un PS). Le PLR n'a pas été à la fête à Obwald, où il a cédé un siège au Centre (deux centristes, un PCS, un UDC, un sans-parti). A Nidwald, c'est le Parti vert'libéral qui lui a subtilisé un siège (trois centristes, deux UDC, un PLR, un PVL). Peter Truttmann est ainsi devenu le deuxième vert'libéral à entrer dans un exécutif cantonal après Esther Keller à Bâle-Ville. Enfin, le canton de Vaud a vécu un changement de majorité. En effet, l'alliance de droite composée du Centre, du PLR et de l'UDC a repris le quatrième siège cédé à la gauche en 2011. La PS Cesla Amarelle a ainsi été contrainte de quitter le gouvernement au profit

de la surprenante centriste Valérie Dittli. Avec l'élection de Dittli, le Centre vaudois possède donc un siège au gouvernement, mais aucun représentant au Grand Conseil. Notons encore que la sœur de Valérie Dittli, Laura Dittli, a, quant à elle, été élue au gouvernement zougais, le canton d'origine de la famille.

Après deux années durant lesquelles les citoyen.ne.s ont dû se rendre aux urnes pour renouveler le mandat accordé à leurs autorités, les «Bestätigungswahlen» ont à nouveau pu se tenir à la **Landsgemeinde** dans le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures. Sans surprise, les sept membres de l'exécutif ont été confirmés dans leurs fonctions.

Dans le canton de Schwyz, une **élection complémentaire** s'est tenue en raison des départs de Kaspar Michel (plr) et d'Andreas Barraud (udc). Le PLR et l'UDC ont conservé ces sièges avec les élections de Damian Meier (plr) et Xavier Schuler (udc).

A la fin de l'année 2022, 44 femmes siégeaient dans des exécutifs cantonaux, 3 de plus qu'une année auparavant, sur un total de 154 sièges (**28.6% de femmes**). 6 cantons ne comptaient aucune femme au sein de leur gouvernement (LU, UR, AR, TI, VS), alors que quatre étaient à majorité féminine (ZH, SO, TG, VD).

Parmi les dix plus grandes **villes** du pays, la population de Zurich et de Winterthur s'est rendue aux urnes en 2022. Au législatif de la ville de Zurich, la gauche a, de très peu, conservé sa majorité, avec 63 sièges sur 125. Les gains des Vert-e-s n'ont pas compensé les pertes du PS. A droite, le PVL, le PLR et le Centre sont sortis gagnants, alors que l'UDC a perdu des sièges.

A l'exécutif, pas de grand bouleversement des forces en présence: le seul sortant à ne pas briguer un nouveau mandat, membre de la gauche alternative, a été remplacé par une représentante du PS. A l'exécutif de Winterthur, la stabilité a également été de mise puisque tous les sortant.e.s ont été réélu.e.s. Au législatif, le PS est resté le parti le mieux représenté malgré de légères pertes, suivi par l'UDC et le PLR. ⁶

Wahlen in kantonale Parlamente

WAHLEN
DATUM: 12.04.1976
DANIEL SÜRI

Continuité à **Schwyz** où, lors des élections d'avril, le PDC, bien que privé de trois sièges, a conservé la majorité absolue. Les radicaux remontent le handicap concédé il y a quatre ans et enlèvent deux mandats, le PS en recueillant un autre. ⁷

WAHLEN
DATUM: 08.04.1984
PETER GILG

Dans le canton de Schwytz, le PRD a subi les pertes les plus importantes, le PDC ayant défendu avec succès sa position majoritaire traditionnelle. Il a même augmenté son nombre de sièges, malgré la perte de quelques voix. Pour ce qui est du nombre des électeurs, le «Kritisches Forum», petite formation alternative, qui avait par ailleurs déjà obtenu un siège au parlement en 1980, a enregistré la plus forte progression. Comme chacune des 30 communes schwytzoises constitue un cercle électoral et comme le quorum est relativement élevé, la progression du nombre de ses sièges reste toutefois modeste.

Cette formation a également participé à l'élection du gouvernement qui s'est déroulée le même jour. Lors de sa campagne, elle prit pour cible le conseiller d'Etat démocrate-chrétien P. Brandenburg, chef du Département militaire, en raison de ses affinités avec le projet de la place d'armes de Rothenthurm. Ce magistrat fut certes réélu, mais il fit de loin le plus mauvais résultat de la liste commune des partis gouvernementaux. Sur celle-ci, le jeune président cantonal du PDC, F. Marty, remplaçait X. Reichmuth qui s'était retiré de l'exécutif schwytzois après son élection au Conseil des Etats. ⁸

WAHLEN
DATUM: 24.04.1988
KATRIN HOLENSTEIN

Im Gegensatz zu den Ostschweizer Kantonen schaffte die Autopartei im Kanton Schwyz, in welchem sie bei den Nationalratswahlen ebenfalls ein gutes Resultat erzielt hatte, den Sprung ins Kantonsparlament nicht. Demgegenüber konnten die Grünen, das Kritische Forum Schwyz (KFS), ihre Vertretung auf 4 Mandate verdoppeln. Sie verfehlten aber die angestrebte Fraktionsstärke ebenso wie die SVP, die weiterhin mit 4 Sitzen vertreten ist. Erfolg hatte der Angriff der Oppositionsparteien auf die absolute Mehrheit der CVP: Während die Christlichdemokraten 1984 ihre Vormachtstellung dank Proporzglück sogar noch ausbauen können, verloren sie nun 6 Mandate und halten noch 49 von 100 Sitzen. Der **Verlust der absoluten Mehrheit der CVP** wurde als

historisches Ereignis gewertet. Wahlsieger waren die Liberalen (FDP), welche ihre Vertretung um 5 Mandate auf 30 aufstocken und damit ihre 4 Verluste von 1984 mehr als wettmachen konnten. Der SP gelang es trotz einem Mandatsverlust, ihre Position als drittstärkste Partei weitgehend zu verteidigen.

Für die **Interpretation der Wahlergebnisse** spielt das in Schwyz geltende Wahlsystem eine wichtige Rolle. Jede der 30 Gemeinden hat Anrecht auf mindestens ein Mandat im 100 Mitglieder zählenden Kantonsrat. Da 14 Gemeinden Einerwahlkreise sind und weitere 7 Gemeinden nur 2 - 3 Mandate stellen, kommt das **Proporzsystem nur gerade in 9 Wahlkreisen** (mit 4 bis maximal 12 Sitzen) effektiv zum Tragen. Dies führt zu einer Verzerrung zwischen Wähleranteilen und Mandatszahlen zuungunsten der kleinen Parteien.⁹

WAHLEN
DATUM: 05.04.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Wahlen ins Schwyzer Kantonsparlament brachten im Gegensatz zu jenen von Uri eine **Schwächung des links-grünen Lagers**. Die SP verlor zwei Sitze (neu 11) und das Kritische Forum Schwyz (KFS) büsste die Hälfte seiner Vertretung ein. Als klare Sieger gingen die Freisinnigen mit vier Sitzgewinnen aus den Wahlen hervor (neu 34). Die SVP legte einen Sitz zu, während die CVP ein Mandat abgab. Die Auto-Partei ging wie bei ihrem ersten Anlauf im Jahre 1988 wieder leer aus. Die rechtsnationalistische Partei der Zukunft (PdZ) mit Marcel Strebel als Mentor, welche bei den letzten Nationalratswahlen 6,4% Wähleranteil erreicht hatte, kandidierte nicht. Zu den Siegerinnen gehörten die Frauen, welche neu durch zwölf Rätinnen (am Ende der Legislatur waren es sechs gewesen) vertreten sind (12%).¹⁰

WAHLEN
DATUM: 30.12.1992
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Gesamterneuerungswahlen für sechs Kantonalparlamente (BS, SG, SH, SZ, TG und UR) zeigte sich eine Fortsetzung der Tendenz des Vorjahres. Die **Parteien der Mitte konnten ihre Erosion nicht stoppen**, wobei wiederum die CVP mit 20 Sitzverlusten am stärksten betroffen war; allerdings ist ein Teil dieser Einbusse auf die Einführung des Proporzwahlrechtes in gewissen Urner Gemeinden zurückzuführen. Die FDP stoppte hingegen ihre leicht absteigende Tendenz und gewann drei Mandate hinzu. Bei der SP hielt der Aufwärtstrend mit sieben Sitzgewinnen an, wobei starke Unterschiede in den einzelnen Kantonen, auch in bezug auf die Wähleranteile, zu verzeichnen waren. Die Grünen wiederum mussten leichte Verluste hinnehmen, wobei die noch nicht in die GP integrierte POCH Basel über die Hälfte ihrer Sitze und ihres Wähleranteils verlor, ohne dass diese Verluste seitens der GP wieder aufgefangen worden wären. Die Auto-Partei verzeichnete im Berichtsjahr einerseits einen spektakulären Erfolg mit zwölf Sitzgewinnen im Kanton St. Gallen und zog erstmals in Basel ins Parlament ein, stagnierte jedoch andererseits in den übrigen Kantonen. Bezüglich der Wahlbeteiligung war keine einheitliche Tendenz auszumachen; Veränderungen bis zu 4% im Vergleich zu den letzten Wahlen kamen sowohl nach unten als auch nach oben vor. Einzig im Kanton Schaffhausen ist die langfristige Tendenz stetig absteigend. In sämtlichen kantonalen Parlamenten konnten die Frauen ihren Anteil verbessern. Von 684 in sechs Kantonen gewählten Parlamentsmitgliedern waren 117 (17,1%) Frauen. Spektakulär war die Zunahme des Frauenanteils im Parlament der Stadt Bern, in welchem die Frauen neu 42,5% der Sitze und damit gesamtschweizerisch den höchsten Anteil erreichten.

WAHLEN
DATUM: 12.03.2000
DANIEL BRÄNDLI

Bei den Kantonsratswahlen im Kanton Schwyz **legte die SVP um weitere acht Sitze zu** und erreichte eine Fraktionsstärke von 20 Sitzen im 100köpfigen Parlament. Bei drei Sitzverlusten konnte sich die **CVP mit 43 Mandaten als stärkste Fraktion** behaupten. Dabei hatten 15 der Bisherigen auf eine Wiederwahl verzichtet. Ebenfalls drei Sitzverluste (neu 26) hatte die FDP zu beklagen. Die Sozialdemokraten gingen unverändert mit elf Sitzen aus dem Rennen. Von insgesamt 66 Wiederkandidierenden wurden fünf nicht wieder gewählt. Der Frauenanteil beträgt im neuen Parlament 14%, wobei die Quote bei der SVP 5% und bei der SP 27,3% erreicht. Eine vom GfS-Forschungsinstitut durchgeführte Studie kam zum Schluss, dass im Kanton Schwyz vergleichsweise weniger Frauen für ein politisches Amt zur Verfügung stehen. Zudem hätten hier Frauen die schlechteren Wahlchancen, weil sich die Wählerschaft noch sehr stark an der traditionellen Männerkarriere in Familie, Beruf und Politik orientiere.¹¹

WAHLEN
DATUM: 28.03.2004
MAGDALENA BERNATH

In Schwyz bewarben sich 319 Kandidierende auf die 100 Sitze im Kantonsrat, 26 mehr als vor vier Jahren. Spannung kam im Vorfeld der Wahlen vor allem in mehreren kleinen Gemeinden auf, wo sich die **SVP** einen Sitz erhoffte. Sie **übertraf mit sieben zusätzlichen Mandaten ihr Wahlziel** von vier bis fünf Gewinnen und stellt neu mit 27 Abgeordneten die zweitstärkste Fraktion hinter der CVP mit nur noch 34 Vertretern; die Christlichdemokraten mussten gleich neun Sitze abtreten, so viele wie noch nie zuvor. Die zwei Verluste der FDP (24 Sitze) hielten sich hingegen in Grenzen. Zu den Gewinnerinnen gehörte auch die SP, die vier zusätzliche Mandate eroberte und neu 15 Parlamentsmitglieder stellt. Die Zahl der Frauen im Schwyzer Kantonsrat erhöhte sich um vier auf 18 (18%).¹²

WAHLEN
DATUM: 16.03.2008
SABINE HOHL

Für die 100 Sitze im Schwyzer Kantonsrat bewarben sich 314 Personen. Die **SVP** konnte bei den Wahlen **deutlich zulegen**: Sie gewann 14 Sitze hinzu (neu 41 Sitze) und kam auf einen Wähleranteil von 37,5% (+8,4 Prozentpunkte). Die SP erlitt dagegen einen Absturz von 15 auf 9 Sitze. Ihr Wähleranteil betrug 8,8%. Die FDP verlor 3 Sitze (neu 21) bei einer Parteistärke von 19,6%, die CVP deren 5 (neu 29) bei 29,8% Wähleranteil. Die Grünen und die „Freien Unabhängigen“ konnten nicht in das Parlament einziehen. Die SVP hatte seit 1992 in Schwyz stets an Stärke gewonnen, der Wahlerfolg von 2008 war jedoch der bisher grösste und der SVP gelang es mit grossem Vorsprung, die bisher dominierende CVP als stärkste Partei abzulösen. Der Erfolg der SVP wurde unter anderem auf die Thematisierung der Abwahl von Christoph Blocher aus dem Bundesrat sowie des Gangs in die Opposition der nationalen SVP und eine damit verbundene verstärkte Mobilisierung der Schwyzer SVP-Anhänger zurückgeführt. Der Frauenanteil im Parlament stieg auf 23% (2004: 18%).¹³

WAHLEN
DATUM: 01.01.2012
MARC BÜHLMANN

Im Jahr nach den eidgenössischen Wahlen standen **in acht Kantonen Gesamterneuerungswahlen** an: in Aargau, Basel-Stadt, Schaffhausen, Schwyz, St. Gallen, Thurgau, Uri und Waadt. Im Zentrum des Interesses stand unter anderem die Frage, ob sich die Resultate der nationalen Wahlen – Gewinne für die neue Mitte aus BDP und GLP, Verluste von FDP, CVP und GP, Stagnation der SVP und Erholung der SP – auch auf kantonaler Ebene zeigten. Nimmt man alle acht Wahlen zusammen, so lässt sich der nationale Trend zumindest teilweise wiederfinden: **die neue Mitte legte in der Tat deutlich zu**. Die GLP gewann insgesamt 18 zusätzliche Mandate, davon sieben alleine im Kanton Waadt. Auch die BDP konnte zulegen und total neun zusätzliche Sitze gewinnen. Allerdings schaffte sie es nur in zwei Kantonen (SG und TG), in denen sie neu angetreten war, auch zu Mandaten. In den Kantonen Basel-Stadt, Schwyz und Waadt ging sie hingegen leer aus. Den nationalen Trend widerspiegeln auch die Verluste der CVP und der GP. In den acht Kantonen verlor die CVP per Saldo sieben Sitze, vier davon im Kanton St. Gallen. Im Kanton Uri konnte sie ihre Vormachtstellung allerdings mit lediglich einem Sitzverlust halten. Die Grünen mussten wohl auch aufgrund der Erfolge der GLP Federn lassen. Per Saldo verlor die Partei zehn Sitze. Trösten konnte sie sich einzig mit dem Gewinn jeweils eines Sitzes in den Kantonen St. Gallen und Schwyz. Nicht ganz in das Bild der nationalen Wahlen vom Vorjahr passen die hohen Gewinne der SP, die Trendumkehr bei der FDP und die teilweise sehr hohen Verluste der SVP. Die Sozialdemokraten legten per Saldo um elf Sitze zu. In keinem Kanton kam es für die SP zu Sitzverlusten. Einzig in den Kantonen Aargau und Schaffhausen konnten die Genossen nicht zulegen. Die FDP konnte sich 2012 per Saldo über einen Sitzgewinn freuen. Ein verlustreiches Jahr hatte die SVP zu verzeichnen. Nicht weniger als 22 Mandate musste sie in den Kantonen im Berichtsjahr per Saldo abgeben. Im Kanton Thurgau gab es einen Verlust von zehn Sitzen und in den Kantonen Schwyz und St. Gallen musste die erfolgsverwöhnte Partei jeweils sechs Mandate abgeben. Freilich bleibt die Volkspartei in fünf der acht Kantone (AG, SH, SZ, SG, TG) mit teilweise grossem Abstand stärkste Partei. Ihre Verluste kommen also durchaus auch einer gewissen Normalisierung gleich. Ihre einzigen verbleibenden kantonalen Sitze verloren die Schweizer Demokraten im Kanton Aargau. Die SD, die Ende der 1980er Jahre über 50 Sitze in den kantonalen Parlamenten belegten, waren zum Schluss des Berichtsjahres in keiner einzigen kantonalen Legislative mehr vertreten.

Freilich verdecken die per Saldo-Gesamtergebnisse die Tatsache, dass kantonale Wahlen in ihrem jeweiligen Kontext grosse Unterschiede hinsichtlich der Entwicklungen in den Parteienlandschaften zeitigen können, die im Berichtsjahr nicht zuletzt auch dem Umstand geschuldet sind, dass in drei der acht Kantone (AG, BS, TG) die Wahlen nach Reformen der Wahlregime durchgeführt wurden (vgl. auch die entsprechende Debatte im Kanton Schwyz). Dies führte etwa im Kanton Aargau zu einer eigentlichen

Flurbereinigung: waren vor den Wahlen elf Parteien im Grossen Rat, hatten nach den Wahlen nur noch neun Parteien Mandate. Interessant ist auch das kantonsspezifische Abschneiden der FDP, die in vier Kantonen neun Sitze gewann (AG, BS, SZ, UR), wobei das gute Abschneiden auch dem frischen Wind durch den neuen Parteipräsidenten Philipp Müller zugeschrieben wurde. Die grössten Sitzverluste der Freisinnigen fanden just in jenen Kantonen statt (SH, VD), in denen die SVP zulegen konnte, wobei im Kanton Waadt mit der nach den Wahlen stattfindenden Fusion zwischen FDP und LP ebenfalls eine spezielle Ausgangslage herrschte. Die hohen Verluste der Volkspartei konzentrierten sich auf jene drei Kantone, in denen sie in den letzten Jahren sehr stark zugelegt hatte (TG, SG, SZ). Ähnlich wie bei den nationalen Wahlen gingen die verlorenen Sitze der SVP allerdings nur zu einem Teil an die BDP, welche ihrerseits eher der CVP das Leben schwer zu machen schien. Die GLP hingegen machte vor allem den Grünen die Wählerschaft abspenstig. Überall dort wo die GLP zulegen konnte, verlor die GP (AG, TG, VD), wo die GLP hingegen stagnierte oder nicht antrat (BS, SH, SZ, UR), musste die GP keine (BS) oder nur leichte Verluste (SH, UR) hinnehmen bzw. konnte sogar zulegen (SZ); einzige Ausnahme bildete der Kanton St. Gallen, wo sowohl die GP als auch die GLP Sitze gewannen. Die kleinen Parteien schnitten unterschiedlich ab. Die EVP konnte ausser im Kanton Basel-Stadt, wo sie aufgrund der neuen Quoren gleich drei ihrer vier Sitze abgeben musste, ihre Mandate halten (AG, SH, SG). Die EDU konnte im Kanton Thurgau von den hohen Verlusten der SVP profitieren und um drei Sitze zulegen und ihre Mandate im Kanton Aargau halten. Kein Erfolg war der EDU in den Kantonen St. Gallen und Basel-Stadt beschieden. In Schaffhausen resultierte ein Sitzgewinn während im Kanton Waadt der einzige Sitz verlustig ging. Eine Erstarkung von links- und rechtsextremen Gruppierungen konnte in den Kantonen Schaffhausen und Basel-Stadt beobachtet werden. In Schaffhausen scheint sich die Alternative Liste zu einer ernst zu nehmenden Kraft zu entwickeln, gewann sie doch zwei Sitze und verfügte neu über Fraktionsstärke. Im Kanton Basel-Stadt sorgte mit Eric Weber ein alter Bekannter der rechtsextremen Szene für eine Überraschung: mit seiner Volksaktion erzielte er auf Anhieb zwei Sitze im Grossen Rat.

Die Betrachtung aller 26 kantonalen Parlamente Ende 2012 vermag die Verschiebungen im Berichtsjahr ein wenig zu relativieren. Rund 80% aller 2559 kantonalen Parlamentssitze (exklusive AI) befanden sich in der Hand der vier grossen Parteien: Angeführt von der SVP (544 Sitze, 21,3% aller kantonalen Parlamentssitze), gefolgt von der FDP (524 Sitze, 20,5%) und der CVP (469 Sitze, 18,3%) verfügten dabei die bürgerlichen Parteien gesamthaft über eine deutliche Mehrheit. Die SP (460 Sitze; 18,0%) und die GP (191 Sitze, 7,4%) waren hingegen in allen Kantonen auf Unterstützung angewiesen. Nimmt man alle Kantone zusammen, so war die BDP Ende 2012 in den kantonalen Legislativen ein wenig stärker verankert (86 Sitze, 3,4%) als die GLP (71 Sitze, 2,7%). Allerdings konzentrierte sich die Stärke der BDP vor allem auf die drei Gründerkantone (GL: 10 Sitze; BE: 25 Sitze; GR: 26 Sitze).

Zu den Verliererinnen gehörten im Berichtsjahr die Frauen. Im **Vergleich zu den Vorwahlen wurden per Saldo 6 Sitze weniger von Frauen besetzt**. In fünf Kantonen (BS, SZ, SG, TG, UR) wurden weniger Frauen gewählt als bei den Wahlen zuvor, in den Kantonen Basel-Stadt und Schwyz verloren die Frauen sogar je sechs Sitze. Nur in den Kantonen Aargau (+8 Sitze), Schaffhausen und Waadt (je +1 Sitz) nahm der Frauenanteil zu. In allen acht Kantonen waren weniger als ein Drittel der Mandate von Frauen besetzt. Dies war – werden alle 26 Kantone betrachtet – Ende 2012 lediglich in Zürich (60 von 180 Sitzen) und in Basel-Landschaft (32 von 90 Sitzen) der Fall. Insgesamt lag die Frauenquote in allen kantonalen Parlamenten zusammen bei 25,1% und war damit im Vergleich zum Vorjahr (25,3%) erneut leicht zurückgegangen.

In **sechs der acht Kantone hatte die Wahlbeteiligung im Vergleich zu den letzten Gesamterneuerungswahlen zugenommen**. Einzig in den Kantonen Waadt und Thurgau war die Partizipation rückläufig. In den Kantonen Aargau und Thurgau nahm dabei nicht einmal ein Drittel der Bürgerinnen und Bürger ihr Wahlrecht wahr. Im Schnitt beteiligten sich im Berichtsjahr 41,4% an den Parlamentswahlen, wobei die Partizipationsrate von 31,9% (AG) bis 54,0% (SH) variierte.¹⁴

Für die 100 Sitze im **Schwyz Kantonsrat** bewarben sich 310 Personen (davon 77 Frauen), marginal weniger als vier Jahre zuvor (314). Am meisten Kandidierende stellte die CVP (84 Personen), gefolgt von der SVP (83 Personen), der FDP (78 Personen) und der SP (61 Personen). Insgesamt traten 78 Bisherige wieder an. Im Kanton Schwyz bilden die Gemeinden die Wahlkreise. 13 der 30 Gemeinden sind Einerwahlkreise und in zwölf dieser Gemeinden fanden stille Wahlen statt, da jeweils lediglich eine Kandidatur eingereicht wurde. Mit der neuen, 2012 an einer Urnenabstimmung beschlossenen Kantonsverfassung soll das Wahlsystem für die Wahlen 2016 in ein reines Proporzverfahren geändert werden. Nach wie vor sollen jedoch die einzelnen Gemeinden die Wahlkreise bilden, was zu einigen Diskussionen bei der Gewährleistung der Verfassung durch das eidgenössische Parlament führte, weil die Kombination von Proporzverfahren mit ungleich grossen und/oder sehr kleinen Wahlkreisen möglicherweise gegen die Bundesverfassung verstösst.

Bei den Wahlen musste die **erfolgsverwöhnte SVP zum ersten Mal seit über 30 Jahren eine Niederlage** einstecken. Zwischen 1992 und 2008 hatte die Volkspartei ihre Sitzzahl von 5 auf 41 verachtacht. Bei den Wahlen 2012 musste sie aber sechs Sitze abgeben (neu 35 Sitze). Dass die Partei ihren Zenit überschritten hat, wurde bereits bei den Nationalratswahlen deutlich, als die Partei fast sieben Prozentpunkte an Wählerstimmen verloren hatte. Allerdings scheint die Schwyzer SVP staatstragender zu werden. Dies zeigt nicht nur der Umstand, dass sie bei den Ständeratswahlen vom Herbst 2011 neu gleich beide Mandate besetzen konnte, sondern auch, dass sie bei den Regierungsratswahlen einen dritten Sitz gewann. Trotz der Sitzverluste blieb die SVP denn auch stärkste Partei im Kantonsrat, weil die CVP – lange Zeit führende Partei im Kanton Schwyz – nicht von den Verlusten profitieren konnte: sie blieb auf 29 Sitzen, obwohl sie vor den Wahlen zu einem eigentlichen Grossangriff geblasen hatte. Von ihrem langjährigen negativen Trend erholen konnte sich die FDP, die zwischen 1992 und 2008 von 34 auf 21 Sitze abgerutscht war. Sie gewann zwei Mandate hinzu (neu 23 Sitze). Die SP, die bei den Regierungsratswahlen zur grossen Verliererin gehörte, konnte sich mit dem Gewinn eines Sitzes in der Legislative trösten (neu 10 Sitze). Zwei der restlichen drei Sitze gingen an Parteilose, wovon einer unter dem Label „sachorientiert und konstruktiv“ angetreten war; ein Sitz ging zudem an die Grüne Brigitta Michel Thenen, die auf einer SP-Liste kandidiert hatte. Zu den Verliererinnen gehörten die Frauen, die lediglich noch 17 der 100 Sitze besetzen konnten, ganze sechs weniger als in der letzten Legislaturperiode. Unter den SVP-Parlamentariern waren lediglich noch zwei Frauen; vor vier Jahren waren noch sieben SVP-Vertreterinnen ins Kantonsparlament gewählt worden. Die Wahlbeteiligung betrug 44,3% und war damit rund drei Prozentpunkte höher als vor vier Jahren.¹⁵

Die **Diskussionen** um die kantonalen Wahlverfahren **flauten auch 2014 nicht ab**. Während der Bundesrat dem reinen Majorzverfahren eher skeptisch gegenübersteht, ist das Bundesgericht kulanter und lässt sowohl das Majorz- wie auch das Proporzverfahren zu. Bei letzterem darf aber kein zu hohes Quorum gelten. Ein Sitz sollte – so das höchste Gericht – mit einem Stimmenanteil von maximal 10% erzielt werden können. Dies ist abhängig von der Grösse der einzelnen Wahlkreise. Ziemlich vehement verlief die Debatte im Kanton Schwyz. 2013 hatte das Bundesgericht das neue Schwyzer Wahlrecht – ein Mischverfahren aus Proporz und Majorz – aufgrund der zu hohen Quoren als nicht konform beurteilt und der Nationalrat hatte die Erhaltung der Kantonsverfassung, bzw. des Teils mit dem Wahlrecht abgelehnt. In der teilweise sehr emotional geführten Debatte wehrte sich die SVP gegen den „schleichenden Staatsstreich“ des Bundesgerichtes, gegen dessen Einmischung man sich zur Wehr setzen wolle. Entsprechend machte sich die Volkspartei mit Hilfe einer Initiative zur Einführung des Majorzes für eine einphasige Mehrheitswahl stark. Die anderen Parteien, die sich im kantonalen Parlament unterstützt von der Regierung durchzusetzen vermochten, bevorzugten hingegen den so genannten, bereits von den Nachbarkantonen Zug und Nidwalden eingeführten "doppelten Pukelsheim". Das Doppeltproporzverfahren, das in einem ersten Schritt die Mandate den Parteien über den ganzen Kanton hinweg zuteilt und in einem zweiten Schritt die Sitze auf die einzelnen Gemeinden verteilt, sichere eine repräsentative Abbildung aller politischen Kräfte des Kantons im Parlament. Zu reden gab nicht nur die Opposition der SVP gegen „deutsche Professoren“, die sich nicht in urschweizerische Angelegenheiten einzumischen hätten – Friedrich Pukelsheim ist ein deutscher Mathematiker – sondern auch die Höhe eines Quorums, das bei diesem Verfahren verhindern soll, dass zu viele Kleinstparteien Erfolg haben. Als Kompromissvorschlag obsiegte schliesslich eine 1-Prozent-Hürde. Das letzte Wort wird die Schwyzer Stimmbürgerschaft im März 2015 haben. Im Kanton Zug reichte die Piratenpartei gegen die hier beschlossene 3-Prozent-

Hürde eine Beschwerde ein. Die Zuger Stimmbevölkerung hatte bereits 2013 mit grossem Mehr den doppelten Pukelsheim eingeführt. Allerdings forderte der Zuger Regierungsrat in einer Standesinitiative die „Wiederherstellung der Souveränität der Kantone in Wahlfragen“. Im Juli doppelte der Kanton Uri mit einer Standesinitiative nach, die ebenfalls Souveränität der Kantone bei Wahlfragen als verfassungsgrundsatz forderte. Beide Kantonsbegehren, die 2014 im Parlament noch nicht behandelt wurden, waren eine deutliche Spitze gegen die Einmischung des Bundesgerichtes. Dieses wies die Beschwerde der Piraten im Dezember ab. Damit wurde auch eine im September 2014 eingereichte Beschwerde der Zürcher Piratenpartei gegen die 5-Prozent-Hürde bei den kantonalen Wahlen in Zürich obsolet. Auch im Kanton Uri läuft die Diskussion um ein neues Wahlverfahren und auch im Urkanton ist der Unmut gegen die Bevormundung gross. Im Kanton Graubünden fanden die Wahlen 2014 zwar noch nach dem reinen Majorzverfahren statt – neben Graubünden nur noch in den beiden Appenzell Usanz – dagegen machte sich allerdings Widerstand breit. 33 Stimmberechtigte – darunter auch ehemalige Grossräte – reichten unmittelbar nach den Wahlen Beschwerde ein, da die Stimmkraftgleichheit in den krass unterschiedlich grossen 39 Wahlkreisen verletzt sei. Freilich haben sich die Bündner Stimmberechtigten zwischen 1927 und 2013 nicht weniger als acht Mal gegen die Einführung eines Proporzverfahrens gewehrt, ähnlich wie die Stimmberechtigten im Kanton Appenzell Ausserrhoden, wo die Idee eines proportionalen Verfahrens zwischen 1920 und 2008 sechs Mal an der Urne abgeschmettert worden war. Hängig ist hier allerdings eine 2011 eingereichte Beschwerde gegen das Majorzverfahren. Zudem hiess die Ausserrhoder Stimmbevölkerung im November 2014 mit einer grossen Mehrheit von 79.8% Ja-Stimmenanteil eine Reform der Sitzverteilung gut, mit der die Stimmkraftgleichheit verbessert werden soll. Weil jede der 20 Gemeinden bisher fix einen Sitz im 65-köpfigen Kantonsrat hatte und die restlichen 45 Sitze dann nach Einwohnerzahl verteilt wurden, waren die rund 60% der Bevölkerung, die in den fünf grössten Gemeinden wohnen, mit lediglich 31 Sitzen (also nur zu 48%) im Kantonsparlament vertreten. Mit der gutgeheissenen Reform wird die Vorverteilung des einen Sitzes aufgehoben und die Sitzverteilung im Divisorverfahren vorgenommen, wobei allerdings auch Kleinstgemeinden mindestens einen Sitz erhalten sollen. Dies hat zur Folge, dass die grossen Gemeinden mehr Sitze erhalten – allen voran Herisau, das neu 18 statt wie bisher 14 Abgeordnete stellt. Noch nie zur Debatte stand das Wahlverfahren im Kanton Appenzell Innerrhoden.¹⁶

STANDESINITIATIVE
DATUM: 18.03.2016
MARC BÜHLMANN

Weil die SPK-NR im Gegensatz zu ihrer Schwesterkommission im Ständerat den beiden Standesinitiativen der Kantone Uri (14.316) und Zug (14.307) nicht Folge geben wollte, gelangten die beiden Geschäfte zur Frage der **Souveränität der Kantone bei der Ausgestaltung ihrer Wahlsysteme** in den Nationalrat. Die Kommissionssprecher erklärten, dass man bereits 2013 bei der Diskussion um die Gewährleistung der Verfassung des Kantons Schwyz über die Angelegenheit diskutiert habe. Man habe sich bereits damals für eine faire Ausgestaltung des Wahlrechts eingesetzt. Das Recht der Kantone, ihr eigenes Wahlsystem auszuwählen, werde nur dann beschnitten, wenn die Wahlrechtsgleichheit bedroht sei: Bei Proporzwahlen müssen die Stimmen aller Bürgerinnen und Bürger ein vergleichbares Gewicht haben. Nur so würden auch die Grundbedingungen der Verfassung gewahrt. Gerhard Pfister (cvp, ZG), Anführer der Kommissionsminderheit, wies darauf hin, dass die Ursache der Initiative Entscheide des Bundesgerichtes in den letzten 10 Jahren gewesen seien, die in die kantonale Autonomie eingegriffen hätten. Diese Rechtsprechung sei zudem widersprüchlich geworden, weil das Bundesgericht einerseits Majorzwahlen gestatte, die im Sinne der Repräsentation ungerechter seien als Proporzwahlen. Andererseits zeige das Gericht die Tendenz, nur noch bestimmte Proporzsysteme zulassen zu wollen. Nicht nur den Eingriffen des Bundesgerichtes sei ein Riegel zu schieben, sondern die kantonale Autonomie abzusichern. Die Standesinitiativen verlangen eine Präzisierung von Artikel 34 BV, der eine unverfälschte Stimmabgabe gewährleistet. Die Argumentation der Kommissionsminderheit schien in der Volkskammer zu verfangen. Beiden Standesinitiativen wurde mit 99 zu 87 Stimmen bei 4 Enthaltungen (Zug) bzw. 98 zu 90 Stimmen bei 3 Enthaltungen (Uri) Folge gegeben. Dank der deutlichen Mehrheiten der SVP- und der CVP-Fraktion, unterstützt von einigen FDP-Abweichtlern muss nun eine Verfassungsänderung in Angriff genommen werden. In der Presse wurde der Entscheid als Trotzreaktion auf die Bundesgerichtsurteile der letzten Jahre kommentiert. Der Versuch, kantonale Autonomie über die Demokratie zu stellen sei allerdings gefährlich: Wenn die Kantone beim Wahlrecht einen Freipass erhielten, könnten sie auch das Frauenwahlrecht wieder abschaffen, gab etwa der Staatsrechtler Andreas Auer zu bedenken.¹⁷

Pour la première fois, la répartition des sièges lors de **l'élection du parlement schwytois** s'est faite selon le système du double Pukelsheim. La part d'électeurs de chaque parti politique dans tout le canton détermine le nombre de mandats qu'un parti politique peut avoir au parlement cantonal. Un parti politique doit atteindre au moins 1% des suffrages dans l'ensemble du canton pour recevoir un mandat. Les mandats gagnés par les partis sont ensuite attribués aux 30 circonscriptions, si bien que chaque circonscription reçoit le nombre de mandats qui correspond à sa part de population. Au moins un mandat est garanti à chaque circonscription. Ce nouveau système a été accepté par référendum le 8 mars 2016, après que le Tribunal fédéral et l'Assemblée fédérale avaient, en 2012, qualifié l'ancienne procédure d'élection d'anticonstitutionnelle. En effet, certaines circonscriptions avaient alors un quorum supérieur à 10%, ce qui impliquait une variation du poids des voix des électeurs. Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, un système proportionnel est jugé anticonstitutionnel lorsque aucun mécanisme (regroupement de circonscriptions électorales ou double Pukelsheim par exemple) n'empêche les quorums naturels de plus de 10%. Au-delà de 10%, un quorum ne permet plus d'assurer l'égalité de valeur des suffrages lors du dépouillement. Lors de la révision totale de la Constitution cantonale du 24 novembre 2010, le parlement cantonal avait refusé d'introduire le modèle du double Pukelsheim, bien que les circonscriptions électorales fussent trop petites pour avoir un système proportionnel. En 2012, le Conseil des Etats voulait octroyer la garantie fédérale à la constitution schwytoise, malgré les oppositions du Conseil fédéral et du Tribunal fédéral concernant l'article 48 al.3 de la Constitution schwytoise, selon lequel le Grand conseil est élu au système proportionnel. Le Conseil national, lui, se positionna en défaveur de l'octroi de la garantie fédérale. Lors de la procédure d'élimination des divergences, le Conseil des Etats demanda de séparer cet article du reste de la Constitution cantonale afin de permettre l'octroi de la garantie fédérale aux autres articles de la constitution. Le Conseil national refusa. L'octroi de la garantie fédérale à l'ensemble des articles fut donc retardé. La question sous-jacente opposait la souveraineté accordée aux cantons (art. 3 et 47 al. 1 BV) et le droit des électeurs de jouir des mêmes droits politiques (art.136 al.1 BV). En mars 2013, faisant suite au refus de la garantie fédérale pour l'article concernant le mode d'élection du Grand conseil, une initiative cantonale avait été lancée par l'UDC pour demander l'élection du parlement cantonal au scrutin majoritaire. Ce mode de scrutin aurait permis de contrer le problème lié au poids des voix des citoyens. A contrario, des députés issus des Verts, du PS, des Vert'libéraux, du PBD et du PEV avaient lancé quant à eux une initiative afin de conserver le système proportionnel dans le canton, tout en essayant d'assurer l'égalité du poids des voix des électeurs. Le système de répartition des sièges a donc été un sujet très discuté dans les médias durant la campagne. Pour le renouvellement du pouvoir législatif, six listes ont été déposées: celle des libéraux-radicaux, de l'UDC, du PDC, du Parti socialiste et des Verts, des Indépendants, des Vert'libéraux du canton de Schwytz et, finalement, du Parti évangélique. Sur les 376 candidatures, 96 représentaient des femmes. Il faut noter que plusieurs personnes se sont portées candidates dans des circonscriptions ne correspondant pas à leur lieu d'établissement. Cela est permis dans la législation cantonale et donne ainsi la possibilité aux petites circonscriptions d'avoir un député qui les représente au parlement cantonal. L'UDC a obtenu 33 sièges, représentant ainsi le parti le plus fort du parlement, suivi par le PDC (27 sièges), le PLR (22 sièges), le PS et les Verts (15 sièges) et finalement les Vert'libéraux (3 sièges). En comparaison à 2012, l'UDC, le PDC et le PLR ont chacun perdu deux sièges. Les Vert'libéraux ont obtenu deux sièges supplémentaires et la gauche a eu un gain de quatre sièges. Le Parti évangélique, n'ayant pas atteint le quorum nécessaire pour obtenir un siège, s'est vu privé de représentation. Le nouveau parlement se compose donc de 66 anciens députés, auxquels s'ajoutent 34 nouveaux élus. C'est au sein de l'UDC que l'on retrouve le plus d'anciens députés (soit 23) et le plus grand nombre de nouveaux (soit 10). Sept anciens députés candidats n'ont pas été réélus. En comparaison avec l'ancienne législature, trois sièges occupés par des femmes ont été perdus et un total de 14 femmes figurent désormais au parlement cantonal. Le parlement est toujours majoritairement bourgeois. La composition en terme de force des partis reflète celle du nouveau gouvernement, où siègent trois membres de l'UDC, deux du PLR et deux du PDC.¹⁸

Am 22. März 2020 fanden die **Kantonsratswahlen im Kanton Schwyz** bereits zum zweiten Mal nach dem Verfahren des Doppelten Pukelsheim statt. Dieses war 2016 nach einem Bundesgerichtsurteil, welches das alte Wahlsystem als verfassungswidrig eingestuft hatte, per Volksabstimmung eingeführt worden. Mit dieser Verfassungsänderung war das Mindestquorum auf 1 Prozent festgelegt worden, nachdem es zuvor teilweise bei über 10 Prozent gelegen und damit faktisch eine verzerrte Stimmgewichtung von Wählenden bedeutet hatte.

Für die 100 zu vergebenden Sitze in der Schwyzer Kantonslegislative bewarben sich rekordmässige 393 Kandidierende (2016: 376), verteilt auf fünf Listen (SP-Bündnis, SVP, CVP, FDP, GLP). Dieser Melderekord sei erstens auf das neue Wahlsystem zurückzuführen, welches dazu führe, dass alle Parteien in den meisten Gemeinden antraten, und zweitens auf eine sehr hohe Akzeptanz der Amtsträgerinnen und Amtsträger bei der Bevölkerung, schlussfolgerte der Bote der Urschweiz. Den beiden bevölkerungsreichsten Gemeinden Freienbach und Einsiedeln standen jeweils 10 Mandate zu, dort gingen 42 respektive 49 Kandidierende ins Rennen. Mit 9 bzw. 8 zu besetzenden Mandaten folgten die Gemeinden Schwyz und Küssnacht mit 43 und 30 Kandidierenden. Die restlichen 63 Mandate verteilten sich auf die restlichen 26 Gemeinden (mit 1 bis 7 Mandaten), die als Wahlkreise gelten.

In der laufenden Legislatur war die SVP mit 33 und damit einem Drittel aller Sitze im Rat klar die stärkste Kraft, gefolgt von der CVP mit 27 und der FDP mit 22 Sitzen. Deutlich weniger Mandate hatten bis anhin die SP (15 Sitze) und die GLP (3 Sitze) inne.

11 der 100 Kantonsratssitze waren bisher von Frauen besetzt. Der im interkantonalen Vergleich eher geringe Frauenanteil war Thema in den Medien: «Frauen setzen zur grossen Aufholjagd an», schrieb etwa der Bote der Urschweiz im Vorfeld der Wahlen mit Blick auf die 113 weiblichen Kandidatinnen (29%). Anzumerken ist, dass mit 45 Prozent fast die Hälfte dieser Kandidatinnen aus den drei Gemeinden Schwyz, Küssnacht und Gersau (1 Mandat) stammten. Während sich die Gleichstellungskommission des Kantons für die kommende Legislatur einen Frauenanteil von 30 Prozent wünschte, zielten die Organisatorinnen des Frauenstreiks noch höher: Sie erhofften sich einen Frauenanteil im neuen Parlament von 50 Prozent.

Die Frauenfrage nahm – neben der Klimafrage – einen grossen Platz auf der Agenda der Wahlen ein. Der Bote der Urschweiz verglich basierend auf smartvote-Daten die Einstellungen der Kandidierenden nach Partei und Geschlecht. Während die Geschlechterunterschiede bei der CVP, GLP und SP sehr klein waren, wichen die Meinungen von männlichen und weiblichen Kandidierenden bei der SVP am stärksten voneinander ab. Thematisch liessen sich bei der GLP und der FDP die grössten Geschlechterunterschiede in der Migrationspolitik ausmachen; Frauen zeigten sich hier bei beiden Parteien weniger restriktiv als Männer. Bei der FDP standen die Frauen zudem stärker für eine liberale Gesellschaftspolitik und für weniger Law & Order ein. Bei der CVP waren Frauen generell etwas liberaler bezüglich der Gesellschafts- und Migrationspolitik, befürworteten einen stärker ausgebauten Sozialstaat und mehr Umweltschutz als die Männer. Bei der SVP – welche bisher zugleich den kleinsten Frauenanteil im Parlament aufwies – sprachen sich die Kandidatinnen im Vergleich zu ihren männlichen Parteikollegen für einen stärker ausgebauten Umweltschutz, für mehr Law & Order, für einen stärker ausgebauten Sozialstaat, für eine liberalere Finanzpolitik sowie für eine restriktivere Aussen- und Migrationspolitik aus.

Zu Beginn des Wahlmonats März war von einem Wahlkampf noch nicht viel zu sehen, so die Einschätzung des Boten der Urschweiz. Grössere Wahlpodien blieben aus und der Wahlkampf beschränkte sich auf einzelne kleinere Anlässe. Der eher laue Wahlkampf widerspiegelte sich am Wahlsonntag auch in der tiefen Wahlbeteiligung, welche sich auf 35.8 Prozent belief.

«Schwyz bleibt ein durch und durch bürgerlicher Kanton», bilanzierte der Bote der Urschweiz nach Abschluss der Auszählungen am Wahlsonntag. Trotz eines leichten Linksrutschs blieb die Grüne Welle anders als in anderen Kantonen aus und die SVP konnte ihre starke Stellung im Schwyzer Parlament bestätigen. Mit weiterhin 33 Sitzen im Rat wird die Volkspartei auch in der kommenden Legislatur mit einem Drittel der Kantonsratssitze die stärkste Kraft im Parlament bleiben (Wähleranteil neu: 33.2%; +0.13 Prozentpunkte PP). Als Wahlsiegerin ging die GLP hervor, welche dank ihren neu 6 Sitzen (+3) Fraktionsstärke (mindestens fünf Sitzen) erreichte und somit ihr Wahlziel erfüllen konnte. Mit neu 5.8 Prozent Wähleranteil legte sie im Vergleich zu 2016 um 3.3 Prozentpunkte zu. Sie habe von der Klima- und Umweltfrage profitieren können und ihre drei zusätzlichen Sitze auf Kosten der Wahlverliererin CVP gewonnen, vermutete der Bote der Urschweiz. Auch die SP schien von diesen Themen zu profitieren und konnte entsprechend zulegen: Mit einer Wählerstärke von 16.7 Prozent (+1.5 PP) und zwei zusätzlichen Mandaten kam sie neu auf 17 Sitze, blieb damit aber nur viertstärkste

Kraft im Schwyzer Parlament. Die FDP und die CVP gingen somit als Verliererinnen der Wahlen 2020 hervor: Die CVP musste 3 ihrer bisher 27 Sitze abtreten und kam somit neu auf 24 Mandate. Trotz dem Wähleranteilverlust von 3.2 Prozentpunkten (neu: 24.0%) blieb sie die zweitstärkste Kraft im Parlament. Anders als bei den Nationalratswahlen 2019, welche ein halbes Jahr zuvor stattgefunden hatten, konnte die FDP bei den Kantonsratswahlen ihren Wähleranteil nicht ausbauen und verlor 1.4 Prozentpunkte, was sich in einen Verlust von 2 Sitzen (neu: 20) übersetzte.

Eigentliche Verliererinnen dieses Wahlgangs waren allerdings vor allem die Frauen. Der Wunsch, aus den Wahlen 2020 eine Frauenwahl zu machen und den Frauenanteil stark zu erhöhen, wurde nicht erfüllt. Stattdessen verloren die Frauen sogar einen Sitz, weshalb in der neuen Legislatur nur noch 10 Mandate von einer Frau ausgeübt werden. Bei den 100 gewählten Kantonsräten und Kantonsrätinnen, welche im Juni 2020 ihre Amtszeit antraten, handelte es sich um 67 Wiedergewählte und 33 Neugewählte.¹⁹

1) Medienmitteilung BR vom 18.3.20; TA, 18.3.20; AZ, LT, Lib, NZZ, TA, 19.3.20; NZZ, 20.3., 4.4.20; WW, 23.4.20; AZ, LT, NZZ, 30.4.20

2) FF, 2018, p.7719s; Rapport CIP-CN du 1.2.19; BaZ, 26.7.18

3) BO CE, 2019, p.122s; BO CN, 2019, p.575

4) Vat., 22.4.80, 26.4.80, 28.4.80 und 5.5.80; LNN, 18.4.80, 23.4.80, 28.4.80 und 5.5.80.

5) Elections cantonales et communales 2016

6) Résumé élections cantonales et communales 2022

7) LNN, 12.4.76; Vat., 12.4.76.

8) LNN, 21.3.84; Vat., 29.3.84, 9.4.84, 25.5.84; NZZ, 3.4.84, 2.5.84; TA, 4.4.84; PZ, 14, 5.4.84.

9) Vat., 11.3. und 12.4.88; LNN, 14.4.88; NZZ, 21.4.88; LNN und Vat., 25.4.88; Presse vom 26.4.88. Vat., 11.3. und 12.4.88; LNN, 14.4.88; NZZ, 21.4.88.

10) Presse vom 7.4.92; TA, 25.3.92; LNN, 30.3.92.

11) NLZ, 6.1.-10.3.00; Presse vom 13.3.00; 19.5.00

12) NLZ, 28.2.04; Presse vom 29.3.04.

13) NLZ, 12.3.08; Presse vom 17.3.08; NZZ, 19.3.08

14) Kantonale Parlamentswahlen 2012

15) Presse vom 12.3.12.

16) St. iv. 14.307 (Zug); St.iv. 14.316 (Uri); NZZ, 5.3., 19.6.14; ZGZ, 21.6.14; NZZ, 5.11., 20.11., 1.12., 18.12.14

17) AB NR, 2016, S. 541 ff.; LZ, 19.3.16

18) Evolution et explication du système électoral; Listes déposées; Répartition des mandats; Résultats par listes et partis politiques; BU, 2.3.16; BU, 21.3.16; BU, 22.3., 12.7.16

19) Endergebnis der Kantonsratswahlen vom 22.3.20; Parteistimmen und Wähleranteile vom 22.3.20; Wahlbeteiligung vom 22.3.20